

GRATUITÉ DE L'ENSEIGNEMENT DE BASE ET QUALITÉ DE VIE DES ENSEIGNANTS DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE LA VILLE DE GOMA, RDC.

Sr Daphrose Rwanyonga*

**Master en Planification et gestion du système éducatif, enseignante et Cheffe de Travaux à l'Université Catholique la Sapientia de Goma.*

***Corresponding Author:**

Résumé

Ce papier vise à évaluer l'influence de la gratuité de l'enseignement de base sur la qualité de vie des éducateurs œuvrant au sein des écoles conventionnées catholiques, en ville de Goma. Les entretiens ont été faits avec 267 enseignants des Sous-divisions de Goma, Karisimbi I et II au moyen d'un questionnaire. Il en a résulté que 29% d'enseignants estiment qu'avant la gratuité leur situation était généralement « bonne » ; 22% affirment que leur santé était très bonne ; 25 % déclarent qu'avant la gratuité, leur situation financière était « bonne » ; 28 % estiment qu'avant la gratuité leur situation sociale était « bonne ». Pour ce qui est de l'après, 25% disent que leur situation est, en général, devenue « médiocre » ; 45% disent que leur situation financière est devenue « médiocre » en même temps que 31% soutiennent que la collaboration des enseignants avec les autorités est devenue aussi « médiocre ».

Mots-clés : *gratuité, enseignement, qualité de vie, enseignant, école, catholique.*

Abstract

This paper aims to evaluate the influence of free basic education on the Catholic schools teacher's quality of life in the Goma town. Interviews were carried out with 267 teachers from the Sub-Divisions of Goma, Karisimbi I and II using a questionnaire. The findings was that 29% of teachers felt that before free access, their situation was generally "good"; 22% say their health was very good; 25% say that their financial situation was "good"; 28% believe that their social situation was "good". After applying the free access, 25% say that their situation has, in general, become "poor"; 45% say that their financial situation has become "poor" at the same time as 31% maintain that teachers' collaboration with the authorities has also become "poor".

Key-words : *free acces, teaching, quality of life, teacher, school, catholic.*

INTRODUCTION

Le gouvernement congolais s'est engagé en 2016, à construire un système éducatif inclusif et de qualité qui devrait contribuer au développement humain ainsi qu'à la promotion de la paix et d'une citoyenneté démocratique et active. Pour ce faire, il s'est doté d'une Stratégie Sectorielle de l'Education et de la Formation (SSEF 2016-2025) comportant 3 axes d'intervention : (i) l'extension de l'accès et la promotion de l'équité, (ii) l'amélioration de la qualité, et (iii) le développement de la bonne gouvernance. Le 1er axe propose de mettre en place la gratuité effective de l'éducation de base. Pour atteindre la scolarisation primaire universelle, le gouvernement s'est engagé à réduire les disparités de tout genre, notamment au bénéfice des populations les plus éloignées de l'école, des filles et des populations pauvres. Ainsi après avoir initié en 2010, une gratuité partielle de l'éducation de base (concernant les 3 premières années), il a prévu dans la SSEF, des mesures d'accroissement des capacités d'accueil et de réduction des inégalités.

La tentative d'application de la gratuité de l'enseignement de base avait maladroitement déjà été essayée dès septembre 2010, comme l'avait voulu le président d'alors, dans un « contexte d'improvisation » (De Herdit, 2013). C'est au nom de 100 Francs Congolais (alors 0,01 dollar US) équivalant aux frais de minerval par élève que l'Etat prétendit avoir garanti la gratuité de l'enseignement, pendant que les écoles publiques les plus abordables faisaient payer une centaine de dollars que déboursaient les parents.

En République Démocratique du Congo, c'est depuis déjà plusieurs années que les enseignants congolais sont confrontés aux problèmes de survie et de la dégradation de leur qualité de vie. En effet, c'est depuis les années 1975, suite à la chute des cours des matières premières, et en 1982 avec la crise de la dette, dans le cadre du programme d'ajustement structurel que le budget alloué à l'enseignement par l'Etat diminua.

D'après Mokonzi (2020, p.64), « *Le rêve de la gratuité n'est-il pas un ennemi redoutable en face duquel se trouve actuellement la RDC ? Si elle est, certes, indispensable pour assurer l'éducation pour tous, la gratuité est-elle possible dans l'immédiat ? Sans une planification rationnelle, ne va-t-elle pas renforcer la dégradation de la qualité de l'enseignement primaire ? Raier une telle planification (rationnelle), un examen minutieux des contours d'une question aussi fondamentale qu'est l'éducation de base, serait une autre manière de renforcer la dégradation de l'enseignement, et partant, vouer tout un peuple au naufrage* ». Selon la Commission Paritaire de la République-Banc Syndical des Syndicats des

Etablissements de l'ESPT, novembre 2021, en son troisième article : De la rémunération, il stipule que : « *Le Gouvernement accorde une prime de gratuité aux enseignants de l'école primaire dès le mois de décembre 2021 en attendant la prise en charge dans le budget 2022 du 2ème et 3ème palier du solde de la prime le brousse et du montant alloué aux nouvelles unités (81500). Ce montant est évalué à 9.780.000.000FC* ».

Cette promesse n'a pas encore été réalisée, car elle est tombée comme une foudre sans préparation morale et consort. En outre, le Gouvernement de la République s'engage à : « *Payer le 2ème et 3ème paliers en faveur des enseignants payés et non payés dans le cadre du budget 2022 ; appliquer au cours de l'exercice budgétaire 2022, le projet de barème des enseignants de l'EPST issu de l'atelier résidentiel de Venus à BIBWA à laquelle il a été appliqué la tension normale ; recourir aux services des comptables d'Etat spécialement là où les banques n'existent pas étant donné que la Caritas a prouvé ses limites ; rapprocher les lieux de la paie aux bénéficiaires pour éviter la perturbation du calendrier scolaire causée par le déplacement des enseignants à chaque fois lorsqu'il y a mouvement de paie ; instruire les banques concernées de n'opérer aucune retenue nullement définie dans leur protocole d'accord, etc.* ».

Ces engagements n'ont pas encore été honorés par le Gouvernement de la République alors que c'était l'idéal pour soutenir les enseignants dans leurs tâches combien noble. Il est clairement stipulé ici que l'éducation et la formation continue seraient les priorités de la mandature. Dans le Programme de 100 jours, il était prévu le parachèvement de 119 écoles, la réhabilitation de 11 écoles et l'équipement de 9 écoles. Ce qui donne l'impression que l'éducation est prise en compte, bien que l'effectivité des intentions reste encore problématique. Et même les axes 50 et 51 du Pilier 11 du Programme d'actions 2021-2023 reviennent sur ce qui était prévu par le Gouvernement Ilunkamba (organisation des états généraux de l'éducation...) (Ulimwengu, 2020, p.68).

On le voit bien, les problèmes qui se posent autour de la gratuité sont de divers ordres. D'abord, la gratuité soulève pédagogiquement un important problème de surpeuplement des classes des écoles publiques et de la baisse du niveau intellectuel, car l'enseignant se trouve dans l'impossibilité d'assurer un suivi personnalisé. A ce problème et non des moindres qui engage donc la qualité du processus éducatif et du produit fini, s'ajoute celui de la démission de la famille dans le circuit éducatif des progénitures, les abandonnant entre les mains de l'Etat pour combler les vides de la démission parentale. Signalons que la gratuité a plus frappé les écoles catholiques qu'ailleurs, car c'est dans ces dernières que la prime des parents était d'une grande importance et régulière pour encourager les enseignants dans leurs carrières, pendant qu'ailleurs ce n'était pas le cas. L'enseignant pouvait toucher même moins de 50 dollars le mois sans rien espérer comme autre encouragement, raison pour laquelle les enfants des enseignants n'ont pas la chance d'étudier dans des bonnes écoles et renommées dans la formation.

Cependant, l'absentéisme, la maladie à répétition des agents, le manque de motivation et de conscience professionnelle, la mort subite de quelques enseignants, les faibles rendements sont à la base de la mauvaise qualité de vie du personnel enseignant dû à la gratuité.

A cette difficulté s'ajoute l'indisponibilité d'outils adaptés au milieu congolais pour cerner la qualité de vie au travail, et pourtant, un bon nombre d'outils d'investigation existent ailleurs.

La présente étude vise à déterminer la perception sociale de la gratuité de l'enseignement de base sur la qualité de vie des enseignants des écoles conventionnées catholiques de la ville de Goma.

Notons que selon le Ministre Mwaba Kazadi Tony (2021), parmi les effets positifs, la gratuité de l'enseignement a permis à beaucoup d'enfants de regagner le parcours scolaire. On a ainsi estimé que 4 millions d'enfants ont regagné le chemin de l'école. Avant la gratuité, beaucoup de parents n'étaient pas en mesure de payer les frais scolaires.

Un autre effet positif est que la gratuité a permis aux parents d'économiser toutes les ressources qui étaient affectées à la prise en charge des enseignants par les parents, et qui avaient une sérieuse perception sur les budgets des familles. Cet argent peut ainsi être investi ailleurs. Parmi les effets négatifs figure notamment le surpeuplement des classes.

Actuellement, le nombre d'élèves dans une classe dépasse les standards admis internationalement, soit entre 45 et 50 élèves.

Selon l'enquête sur le suivi de la perception de la gratuité, « 61% des parents, des enseignants, des directeurs et des gestionnaires étaient enthousiasmés par la mesure contre 19% sans enthousiasmes et 20% de sceptiques » MINEPSP (2011, p. 4).

Aujourd'hui, nous parlons de la gratuité au niveau de l'école primaire ou école de base, mais la gratuité de l'enseignement n'est pas une nouveauté en RDC. Déjà, à l'époque coloniale, la gratuité s'étendait de l'école maternelle jusqu'à l'université. C'est autour des années 90, à cause de toutes les péripéties politiques de l'époque, que l'Etat a abandonné sa mission de l'éducation des enfants, à la suite des pressions des enseignants et des revendications des parents qui voulaient voir leurs enfants être formés, les parents ont accepté d'aider l'Etat en prenant en charge les enseignants. (Mwaba Kazadi Tony (2021)

Méthodologie

Dans le cadre de cette recherche, la population d'étude est composée de tous les enseignants des écoles de base conventionnées catholiques de la ville de Goma. Notre étude a pour cible « unités statistiques » les enseignants des écoles de base de la Coordination provinciale et diocésaine.

Les écoles primaires catholiques de la ville de Goma, répartie dans la sousdivision de Goma, Himbi, Karisimbi 1 et Karisimbi 2 sont au nombre 31, avec 500 salles de classes et 531 enseignants. Nous avons listé par ordre numérique toutes les écoles conventionnées catholiques de la Coordination provinciale et diocésain de la ville de Goma, puis nous avons procédé par un échantillonnage aléatoire simple de 22 écoles sur 31 écoles de la Coordination catholique, en utilisant le logiciel Enafor Smat pour générer la table de nombre aléatoire, avec 338 salles de classes et 360 enseignants.

Le plan de sondage des écoles primaires conventionnées catholiques de la ville de Goma, de la sous-division de Goma, Himbi, Karisimbi 1 et Karsimbi 2, après tirage du deuxième degré donne un échantillon de 267 enseignants à enquêter.

Comme critères d'inclusion, il était question, l'unité statistique, c'était les écoles conventionnées catholiques de la ville de Goma. Il faudrait cependant accepter de répondre au questionnaire, être enseignant œuvrant dans les écoles conventionnées catholiques de la ville de

Goma et bénéficiaire du salaire de l'Etat Congolais.

La collecte des données s'est effectuée sur base des interviews en utilisant un questionnaire structuré au format de l'échelle de Likert. Les informations recherchées concernaient la perception de la gratuité de l'enseignement de base sur la qualité de vie des enseignants des écoles de base de la Coordination conventionnée catholique de la ville de Goma.

Après l'explication du questionnaire auprès des enseignants, la collecte des données avait débuté et s'est déroulée pendant 7 jours, du 20 au 27 Septembre 2023. Le questionnaire était pré-testé puis a suivi la descente sur terrain.

Lors de la collecte des données dans les écoles conventionnées catholiques de la Coordination de la ville de Goma, les enquêtés envoyaient sur le serveur via la connexion internet les réponses du questionnaire qui était paramétré sur le logiciel Kobo Collect. Ainsi, toutes les données étaient vérifiées et les erreurs identifiées ont été corrigées.

Le recueil, la saisie, l'épuration, l'encodage et l'analyse des données ont été fait grâce à Microsoft Excel pour le traitement des tableaux, au Microsoft Word pour la saisie et les logiciels SPSS version 26 nous ont été utiles pour l'analyse des données de nos résultats. Les analyses univariées pour l'analyse "descriptives" ont été faites, par le calcul de proportions, pour ce qui est des données quantitatives. Les analyses bi variées pour l'application de test de khi carré de PEARSON ou exact de FISHER ont été réalisées pour comparer les variables indépendantes et la variable dépendante afin de confirmer ou de rejeter nos hypothèses de recherche et l'Analyse à Composante Principale (ACP) pour nous permettre de dégager la perception de la gratuité de l'enseignement de base sur la qualité de vie des enseignants dans les écoles de la Coordination conventionnée catholique de la ville de Goma par priorité du problème abordé

Résultats

Les résultats révèlent que la majorité des répondants par rapport aux avis des parents et enseignants sur la perception de la gratuité de l'enseignement de base avant et après en général, 29 % de répondants disent qu'avant la gratuité la situation était « Bonne » pour l'achat des mobiliers alors qu'une minorité de 5% déclare qu'avant la gratuité l'aisance de payer un loyer était excellent, avec le test Phi V de Cramer= 33,789 et Khi-carré de Pearson = 168,007 a, ddl=145 et P value= 0,003<0,05 qui confirme qu'avant les parents et enseignants vivaient bien. Par contre après la gratuité 25% des répondants disent que la situation était « Médiocre » pour l'aisance de se procurer un loisir, pendant que 6% affirment qu'après la gratuité l'épargne est excellent et le test de Phi V de Cramer=28,831 et Khi-carré= 231,800, ddl=204 et P value= 0,636>0,05, ce qui montre que la qualité de vie des enseignants après l'intégration de la gratuité est mauvaise par rapport à l'aisance de se procurer un loisir qui n'existe pas.

Par ailleurs, la majorité des répondants par rapport aux avis d'appréciation de l'état de santé des enseignants sur la gratuité, 22 % de répondants disent qu'avant la gratuité, la température corporelle était « Très bonne » contre une minorité de 6% des répondants qui affirment que l'appréciation de l'état de santé des enseignants était « Excellent » pour la fréquence respiratoire, avec le test de Phi V de Cramer=40,279 et Khi-carré de Pearson = 164,536a, ddl=140 et P value= 0,007 <

0,05 qui confirme qu'avant la gratuité l'état de santé des enseignants était très bien. Par contre après la gratuité, 29% des répondants disent que de l'état de santé des enseignants était « Médiocre » pour la saturation en oxygène contre une minorité de 2% qui indiquent « Excellent » pour les conditions de gratuité qui les disposent de vivre encore plus de temps et le test de Phi V de Cramer=38,392 et Khi-carré de Pearson = 226,513 a, ddl=241 et P value= 0,740 >0,05 ; ce qui montre que l'appréciation d'état de santé des enseignants après l'intégration de la gratuité est « mauvaise » par rapport à la « Saturation en oxygène ».

Bien plus, la majorité des répondants par rapport à la situation financière des enseignants sur la perception de la gratuité, 25 % de répondants déclarent qu'avant la gratuité, la situation financière était « bonne » pour l'achat des habits contre 6% qui attestent qu'avant la gratuité la situation financière était excellente pour les soins de santé, avec le test de Phi V de Cramer = 53,840 et Khi-carré de Pearson = 163,725, ddl=140 et P value= 0,008 < 0,05 qui confirme qu'avant la situation financière des enseignants était bonne. Par contre après la gratuité 45% des répondants disent que la situation financière des enseignants était « Médiocre » pour l'achat des habits contre une minorité de 2% qui trouvent que la situation financière est très bonne pour l'éducation des enfants, et le test de Phi V de Cramer= 50,108 et Khi-carré de Pearson = 229,077, ddl=233 et P value= 0,560 >0,05 ce qui montre que la qualité de vie des enseignants après l'intégration de la gratuité est mauvaise par rapport à l'« Achat des habits ».

De même, la majorité des répondants par rapport à la situation sociale des enseignants, avant la gratuité, 28 % des répondants disent que la situation sociale était « Bonne » pour la collaboration avec les autorités politiques, contre 8% qui déclarent que la situation sociale des enseignants était « Assez bien » pour l'accommodation avec le test de Phi V de Cramer= 21,615 et Khi-carré de Pearson = 148,111 a, ddl=125 et P value= 0,048 < 0,05 qui confirme que la situation sociale des enseignants était « bonne ». Par contre après la gratuité 31% des répondants disent que la situation sociale des enseignants était « Médiocre » pour collaboration avec les collègues de service, contre 2% qui attestent que le crédit dans quartier est « excellent » et le test de Phi V de Cramer= 19,645 et Khi-carré de Pearson = 220,270 a, ddl=231 et P value= 0,683 >0,05 ; ce qui montre que la qualité de vie des enseignants après l'intégration de la gratuité est mauvaise par rapport à la « Collaboration avec les autorités politiques. ».

Sous un registre comparatif, une forte proportion des répondants par rapport aux salaires des enseignants avant et après la gratuité de l'enseignement de base des écoles de la Coordination catholique de la ville de Goma dont la taille de l'échantillon a été de 276, avec la moyenne de 292341,9 FC, soit 108,3\$ que recevait un enseignant avant la gratuité avec une différence autour de la moyenne de 3821,7 FC, soit 1,4\$; le minimum de 289456,0 FC, soit 107,2 \$ et maximum de 308893,0 FC, soit 114,4 \$. Par contre, après la gratuité, en moyenne le salaire de l'enseignant est de 329856,54 FC, soit 122,2 \$, avec une différence autour de la moyenne de 5903,07, soit 2,2 \$; le minimum de 312057 FC, soit 115,6 \$ et maximum de 334046,0 FC, soit 123,7 \$.

C'est peut-être la raison pour laquelle il se fait constater qu'avant l'application de la gratuité une forte proportion avec un effectif de 66 (24.7%) avait la santé financière qui a été dit « assez bon ». Par contre après la gratuité la majorité avec un effectif de 111 (41.6.2%) dit que la santé financière était « Médiocre ». Nous avons utilisé le t-test pour des 2 échantillons appariés.

Tout compte fait, avant l'application de la gratuité, la majorité de répondants avec un effectif de 81(30.3%) dit que le social était « bon ». Par contre après la gratuité, une forte proportion avec un effectif de 76(28.5%) affirme que la situation sociale est restée « Médiocre ». Toutefois pour confirmer cette situation, nous avons utilisé le t-test pour des 2 échantillons appariés.

Après vérification, les résultats ont montré que l'hypothèse est confirmée car P value < 0,05. Cela s'explique par les éléments ci-après. Les parents et enseignants dont la majorité est de 29 % de répondants qui disent qu'avant la gratuité, la situation était « Bonne » pour l'achat des mobiliers, avec le test Phi V de Cramer= 33,789 et Khi-carré de Pearson = 168,007 a, ddl=145 et P value= 0,003<0,05 qui confirme qu'avant les parents et enseignants vivaient bien. Par contre après la gratuité 25% des répondants disent que la situation était

« Médiocre » pour l'aisance de se procurer un loisir, et le test de Phi V de Cramer=28,831 et Khi-carré= 231,800, ddl=204 et P value= 0,636>0,05, ce qui montre que la qualité de vie des enseignants après l'intégration de la gratuité est mauvaise par rapport à l'aisance de se procurer actuellement un loisir.

Par ailleurs, l'appréciation de l'état de santé des enseignants sur la perception de la gratuité 22 % de répondants disent qu'avant la gratuité, la température corporelle était très bonne, avec le test de Phi V de Cramer=40,279 et Khi-carré de Pearson = 164,536a, ddl=140 et P value= 0,007 < 0,05 qui confirme qu'avant la gratuité l'état de santé des enseignants était très bien. Par contre après la gratuité, 29% des répondants disent que l'état de santé des enseignants était « Médiocre » pour la saturation en oxygène le test de Phi V de Cramer=38,392 et Khi-carré de Pearson = 226,513 a, ddl=241 et P value= 0,740 >0,05 ce qui montre que l'appréciation d'état de santé des enseignants après l'intégration de la gratuité est mauvaise par rapport à la « Saturation en oxygène ».

Bien plus, la situation financière des enseignants sur la perception de la gratuité, 25 % de répondants déclarent qu'avant la gratuité, la situation financière était « bonne » pour l'achat des habits contre 6% qui attestent qu'avant la gratuité la situation financière était excellente pour les soins de santé, avec le test de Phi V de Cramer = 53,840 et Khi-carré de Pearson = 163,725, ddl=140 et P value= 0,008 < 0,05 qui confirme qu'avant la situation financière des enseignants était bonne. Par contre après la gratuité 45% des répondants disent que la situation financière des enseignants était « Médiocre » pour l'achat des habits contre une minorité de 2% qui trouvent que la situation financière est « très bonne » pour l'éducation des enfants, et le test de Phi V de Cramer= 50,108 et Khi-carré de Pearson = 229,077, ddl=233 et P value= 0,560 >0,05, ce qui montre que la qualité de vie des enseignants après l'intégration de la gratuité est mauvaise par rapport à l'« Achat des habits ».

La situation sociale des enseignants, avant la gratuité 28 % des répondants disent que la situation sociale était « Bonne » pour la collaboration avec les autorités politiques, avec le test de Phi V de Cramer= 21,615 et Khi-carré de Pearson = 148,111 a, ddl=125 et P value= 0,048 < 0,05, ce qui confirme que la situation sociale des enseignants était « bonne ». Par contre après la gratuité 31% des répondant disent que la situation sociale des enseignants était « Médiocre » pour la collaboration avec les autorités politiques et le test de Phi V de Cramer= 19,645 et Khicarré de Pearson = 220,270 a, ddl=231 et P value= 0, 683 >0,05 ce qui montre que la qualité de vie des enseignants après l'intégration de la gratuité est mauvaise par rapport à la« Collaboration avec les autorités politiques. ».

Concernant le revenu, il se fait constater qu'avant la gratuité, l'enseignant recevait en moyenne 292341,9 FC soit 108,3\$ et la différence autour de la moyenne de 3821,7 FC soit 1,4\$; le minimum de 289456,0 FC soit 107,2 \$ et maximum de 308893,0 FC soit 114,4 \$. Par contre après la gratuité, la moyenne était de 329856,54 FC soit 122,2 \$, avec une différence autour de la moyenne de 5903,07 soit 2,2 \$; le minimum de 312057 FC soit 115,6 \$ et maximum de 334046,0 FC soit 123,7 \$.

Discussion

Les résultats de cette étude rejoignent ceux trouvés par Menda et Ditsidi (2024) qui ont mené une recherche sur la « Gratuité de l'éducation de base dans les écoles primaires publiques en RDC », dont les résultats ont montré que la gratuité appliquée dans les écoles a favorisé l'accès de tous les enfants à l'école (62,5%) car beaucoup d'enfants ont regagné le chemin de l'école. La gratuité a donc diminué la charge des parents dans les frais à payer à l'école (97,5%).

Shamavu John (2021) de l'Université de Bourgogne qui a travaillé sur la comparaison des conditions de travail des enseignants et des contextes d'enseignement entre les écoles primaires et secondaires du secteur public et privé de la Ville de Goma en Province du Nord Kivu, République Démocratique du Congo, de 2010 à 2021 a abouti aux résultats selon lesquels du point de vue satisfaction, les enseignants du secteur privé sont satisfaits de leurs salaires que leurs collègues du secteur public.

Cependant nos résultats sont contradictoires à ceux de Ndjete (2019) dans son travail qui a traité sur les défis de la gratuité de l'enseignement primaire en RDC, à l'Université Pédagogique Nationale (UPN). Il avait abouti aux résultats selon lesquels la majorité, 60 enseignants, soit 32,2% ont arboré que du point de vue des indicateurs, le moment n'était pas indiqué pour se lancer dans une telle aventure. Outre, ainsi, 84 enseignants soit 93,3% disent n'avoir pas été préparés à accueillir la gratuité.

Nos résultats sont supérieurs à ceux de Poncet, André et de Herdt (2010), dans leur travail sur la survie de l'école primaire congolaise (RDC) : héritage colonial, hybridité et résilience, ils ont abouti aux résultats que la chute du budget national consacré à l'éducation, passé de 159\$ en 1982 à 23\$ par élève en 1987, le salaire réel des enseignants est passé de 68\$ à 27\$ alors que le salaire moyen est descendit à 12,90\$ en 2002 et l'investissement par élève de 159\$ en 1982 est passé à 7\$ en 2006.

Nous pensons que pour continuer à vivre après la gratuité, la matérialisation du contenu de certains textes de l'Etat s'avère très importantes pour les enseignants des écoles primaires catholiques de la ville de Goma. Cela pourra améliorer leurs conditions de vie et influencer ainsi sur leur perception sur la qualité de leur vie.

Les articles 184 et 185 de la Loi-cadre du 11 février 2014 sont un soubassement juridique pour vivre la résilience et développer l'esprit de l'entrepreneuriat. La création des activités génératrices de revenus en milieu familial cf. (Art 184) et en milieu scolaire cf. (Art 185). La création de coopératives des enseignants d'une ou plusieurs écoles d'un même réseau de proximité pour se prendre en charge psychologiquement cf. (Art 186), un point d'écoute peut être initié au niveau scolaire. La culture du jardin, la culture sur sac des légumes tel que le spinach, la consommation de la spiruline pourrait aussi favoriser l'éducation de stress. Mais surtout, l'organisation des sorties des enseignants au niveau scolaire pourrait tant soit peu les aider à se détendre.

Conclusion

Les résultats obtenus au terme de cette étude nous ont permis de confirmer nos hypothèses selon lesquelles la situation d'avant la gratuité était bonne pour la majorité de parents et enseignants à 29%, tandis qu'après la gratuité 25% disent que la situation est médiocre. L'appréciation de l'état de santé des enseignants avant la gratuité avait la température corporelle très bonne à 22%, tandis qu'après l'intégration de la gratuité la santé des enseignants était médiocre. La situation financière des enseignants avant la gratuité était bonne à 25%, mais après l'introduction de la gratuité, la situation financière est devenue médiocre à 45%. La situation sociale avant la gratuité, même était bonne à 28%, au moment où après la gratuité elle était devenu médiocre à 31%.

Pour les perspectives d'avenir, l'enseignant doit savoir que ce n'est pas seulement l'argent qui lui donne la valeur. Il peut utiliser son intelligence qu'il transmet aux générations pour se prendre en charge. La gratuité est une bonne politique à encourager car il est possible qu'elle soit effective vu les efforts fournis par le gouvernement ces deux dernières années. L'enseignant lui-même peut se créer des conditions favorables pour protéger sa santé physique, psychologique, sociale, etc. Il peut utiliser sa connaissance et créer une coopérative d'épargne et des crédits pour amélioration des conditions de vie. Mais aussi la création des activités génératrices soit en groupe, soit familial sont pour lui les occasions à ne pas rater.

Références

1. De Herdt T. et Kasongo Munongo, E. (2013). *La gratuité de l'enseignement primaire en RDC : attentes et revers de la médaille. Text submitted to Conference on Human Development And Capabilities, Managua, 9-12 September, en ligne sur scooll.feeabolishment congo-kinshasa August 2013 TOM DE HERD.pdf, consulté le 26/03/2023 à 3h25.*

2. Menda P. B., et Ditsidi J.M., (2024). Gratuité de l'éducation de base dans les écoles primaires publiques en RDC : Etat de lieu, défis, effets et perspectives. *British Journal of Education, Vol. 12. Issue 2, 1-22*
3. Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel, Rapport d'état du système éducatif (2014). *Pour une Éducation au Service de la Croissance et de la Paix*, Kinshasa.
4. Mokonzi Bambanota, G., (2020). Le rêve de la gratuité, un ennemi redoutable en face duquel se trouve la RDC. UNIKIS.
5. Mwaba Kazadi, T. (2021). RD Congo : *les effets de la gratuité de l'enseignement*. (ph : JP Bodjoko, SJ/ Vaticannews.
6. Ndjete Imbile, J. (2019). Défis de la gratuité de l'enseignement primaire en RDC. Université Pédagogique Nationale (UPN) - Licence en Gestion et Administration des Institutions Scolaires et de Formation.
7. Poncelet, Andre et de Herdt (2010). *La survie de l'école primaire congolaise (RDC) : héritage colonial, hybridité et résilience*. Dans Autre part 2010/2 (n° 54), pages 23 à 41
8. RDC, *Stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation 2016-2025. Version finale*, Kinshasa,
9. 2015, p.62. en ligne sur [Strategie-sectorielle-1.pdf \(eduquepsp.education\)](#)
10. Shamavu Byanjira J. K. (2021). Comparaison des conditions de travail des enseignants et des contextes d'enseignement entre les écoles primaires et secondaires du secteur public et privé de la Ville de Goma en Province du Nord Kivu, République démocratique du Congo, de 2010 à 2021, université de Bourgogne, mémoire de master 2, 2021.
11. Ulimwengu Biregeya B. (2020), « Gratuité de l'éducation de base, une fausse bonne idée ou un œuf en maturation », in *Regards croisés*, Pole Institute, Goma.